

# «Le développement de l'esprit critique, c'est fini»

**APPRENTISSAGE** La formation professionnelle commerciale a été entièrement repensée. Mais la nouvelle formule, qui sera mise en œuvre dans toute la Suisse à la rentrée prochaine, soulève de nombreuses questions. Les enseignants vaudois dénoncent un appauvrissement qui fermera des portes aux élèves

SOPHIE GAITZSCH

🐦 @s\_gaitzsch

12 289: c'est le nombre de jeunes qui ont opté pour un CFC d'employé de commerce en Suisse en 2021, selon l'Office fédéral de la statistique. Ce qui en fait (de loin) le domaine de formation professionnelle le plus prisé du pays. Or cette filière fait l'objet d'une vaste réforme fédérale, lancée en 2017 par le Secrétariat d'Etat à la formation, qui entrera en vigueur à la rentrée 2023. Son objectif? Mieux répondre aux changements rapides du monde du travail et aux besoins des employeurs. Une pilule qui passe mal.

La refonte met fin à l'enseignement par disciplines comme le français, les langues étrangères ou l'informatique, pour basculer vers un enseignement par «compétences opérationnelles». Au menu: «Interaction dans un milieu de travail interconnecté», «Gestion des relations avec les clients» ou «Coordination des processus de travail en entreprise». Les élèves continuent, par exemple, d'apprendre l'anglais ou le français, mais dans le cadre d'une «compétence opérationnelle».

Dans le canton de Vaud, ce bouleversement suscite inquiétude et colère chez les enseignants, qui y voient des objectifs «ramenés à un pur geste technique ou commercial». «La notion de culture générale disparaît, et avec elle le rôle émancipateur de la formation, au-delà de l'apprentissage d'un métier», déplore une enseignante présente à la conférence de presse organisée ce mardi à Lausanne par le Syndicat vaudois des maîtres-ses de l'enseignement professionnel. Comme tous

ses collègues, elle a souhaité garder l'anonymat.

C'est que la thématique est sensible. Très émue, une professeure de français prend ainsi la parole pour souligner que sa branche ne sera désormais plus cantonnée qu'à sa dimension de communication. «On n'interroge que la pratique professionnelle. Le développement de l'esprit critique, l'ouverture sur le monde, c'est fini. Je me sens comme un petit paysan sur son pâturage qui va rejoindre une grande ferme industrielle dans laquelle il devra mettre 25 poules au m2, dans le noir. Je veux une école qui émancipe, pas qui abrutit.»

## «Mon métier a disparu»

Leurs craintes ne sont pas infondées et se basent notamment sur les retours de leurs collègues des métiers de la vente, dont la branche a connu une refonte similaire, effective depuis la rentrée 2022. «Je dois désormais enseigner l'accueil des clients et l'organisation au sein de l'entreprise, raconte une représentante de cette filière, initialement professeure d'anglais. Mon métier a disparu.»

Le syndicat s'inquiète que la nouvelle réforme «affaiblisse et dégrade l'apprentissage». Il craint aussi qu'elle réduise les perspectives des détenteurs d'un CFC de pouvoir par la suite effectuer une maturité professionnelle et accéder aux HES. «Nous demandons au canton de mettre en place un modèle vaudois de compensation des qualifications et des savoirs pour maintenir la qualité de la formation», demande Aristides Pedraza, secrétaire de la Fédération syndicale SUD.

Directeur général de l'enseignement postobligatoire, Lionel Eperon dit «totalement comprendre ces craintes». Les possibilités de passage vers la maturité professionnelle représentent «un point de vigilance. Nous travaillons à des mesures d'accompagnement sous forme de cours d'appui.»

Les voix critiques ne s'élèvent par ailleurs pas que dans le canton de Vaud.

«La réforme pose très peu de problèmes en Suisse alémanique, contrairement à la Suisse romande», résume Lionel Eperon. «Les cantons romands vont (en) rediscuter entre eux, car il y a une inquiétude partagée», notamment sur la place de la culture générale dans les formations professionnelles, fait savoir Julien Schekter, porte-parole du Département vaudois de la formation et de l'enseignement professionnel.

## A cinq mois du démarrage, un «immense flou»

En Valais, un certain malaise est également perceptible. A l'été 2021, un représentant des autorités cantonales avait ainsi fait part sur Heidi.news de ses doutes face à cette approche «plus utilitariste», déclarant qu'on était «peut-être allé trop loin dans les compétences opérationnelles, avec pas assez de compétences de base». Toutefois c'est à Genève que le désarroi est le plus marqué. Sur le flou – la crainte que les apprentis se retrouvent avec des lacunes – mais aussi sur la forme.

«A cinq mois de la mise en œuvre, beaucoup d'enseignants n'ont toujours pas d'information sur le plan d'étude ni de matériel à disposition. Et il règne encore un immense flou sur ce qui leur sera demandé à la rentrée», indique Wael Almoman, membre du bureau de l'Union, le syndicat qui représente les enseignants de la formation commerciale.

Il faut dire que Genève est un cas à part, puisqu'une majorité d'élèves effectue son CFC d'employé de commerce en école à plein temps. Fin 2020, 2276 jeunes suivaient une formation professionnelle commerciale à «l'école de com», contre 1667 en entreprise et en cours (filière duale). Or ces écoles sont aussi concernées par le changement, où il est particulièrement compliqué de mettre en place. Le canton de Genève avait demandé à Berne de pouvoir repousser l'entrée de vigueur de 2023 à 2024. Le délai lui a été refusé. ■